



DECLARATION LIMINAIRE CTL 28 juin 2022

Monsieur le Président,

Au sortir d'échéances politiques importantes, de nombreuses incertitudes pèsent sur le calendrier des prochaines semaines. Nous prenons acte du résultat inédit des élections législatives, et des éléments de crise démocratique que celui-ci a révélé.

En sacrifiant depuis de trop nombreuses années le Service public considéré comme une simple suite de processus à rationaliser, de dépenses à comprimer, à force de l'affaiblir par des suppressions d'emplois à perpétuité, à force de l'éloigner de l'usager au risque d'abandonner des pans entiers de territoire, à force de renvoyer au tout internet, à force de RGPP, de MAP, de CAP 22, à grand renfort de dispendieux cabinets de conseils, à force de rogner les droits et garanties des agents, à force de gel du point d'indice, à force d'attaques répétées contre le statut de la Fonction publique, à force d'externalisations et d'abandons de missions, comment continuer sincèrement, tous les 5 ans, et pendant quelques semaines seulement, à pleurer sur le lait renversé ?

Les politiques conduites par les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité sur la situation actuelle et, sans inflexion, finiront un jour par nous conduire au pire.

Même la crise sanitaire, d'une violence inédite, historique, n'a pas permis de tirer les leçons d'un **nécessaire réarmement des services publics** alors que les fonctionnaires dans leur ensemble, et ceux de la DGFIP en particulier, ont, une fois de plus, répondu présents avec un engagement total et un sens du service public hors du commun.

Les agents des Finances publiques sont fatigués. Ils en ont marre d'une exemplarité que plus personne ne suit. Ils en ont assez des réformes enchaînées au pas de charge, d'une reconnaissance qui peine à dépasser les discours, de promotions rognées, de conditions de travail dégradées.

Alors qu'elle est une administration qui assure le financement de l'ensemble des politiques publiques, la DGFIP reste considérée comme le fournisseur officiel de suppressions d'emplois de fonctionnaires. 20 000 emplois supprimés en dix ans, la réduction par deux du nombre des implantations locales et 7 fois plus de suppression d'emplois que dans la totalité de la Fonction publique de l'Etat alors qu'elle ne représente que 4% de ses effectifs.

Ce n'est plus une politique publique, **c'est de l'acharnement.**

Sous le rassurant discours gestionnaire, avec l'affaiblissement dogmatique de l'État et de la Fonction publique, c'est **la République** qu'on assassine.

Pourtant, le Service public reste, plus encore aujourd'hui, **le patrimoine de ceux qui n'en ont pas !**

Après des années d'attaques frontales et méthodiques contre nos métiers, les abandons de missions et, parfois, leur transfert dans le privé, de suppressions incessantes de structures qui éloignent de fait une grande partie de la population d'un service public de qualité et qui contraignent les agents à des mutations forcées les éloignant de leur vie familiale, alors que les services sont exsangues en effectifs, alors que dans les services déjà fusionnés les agents peinent à retrouver un équilibre pour exercer au mieux leurs missions et sont en souffrance, alors que le grand remue-ménage du NRP n'est pas encore achevé dans le Bas-Rhin, alors qu'on nous prépare déjà à de nouvelles restructurations, comme celle de l'antenne des SIE 67 à Forbach, le Directeur général ose aujourd'hui affirmer vouloir nous consulter, lors d'un grand remue-ménages, pour dégager des «perspectives claires et partagées» !!

De qui se moque-t-on ?

Notre administration est en perpétuelle effervescence et ne laisse aucun temps d'adaptation aux agents empêchant toute sérénité dans le travail.

Force est de constater qu'à la DGFIP, il y a bien longtemps que les perspectives ont disparu sauf celles consistant, pour la Direction, à foncer droit dans le mur avec le pied sur l'accélérateur !!!

Les objectifs affichés de modernisation et d'amélioration du précédent contrat d'objectifs et de moyens (COM) se sont en réalité accompagnés de nouvelles suppressions d'emploi, de rétrécissement et de digitalisation du réseau, de détérioration de notre service public.

Comment attendre de la part des agents une quelconque forme de collaboration à cette entreprise de destruction planifiée de notre administration ?

A quoi bon toutes ces enquêtes et réunions «mascarade»? Les agents sont déjà assez bien occupés par le quotidien de leurs missions.

Personne n'est dupe, le prochain COM est déjà prêt dans les tiroirs du DG.

C'est sans doute pour toutes ces raisons que vous avez dû envoyer aux agents un mail de relance le 24 juin et repousser la date des contributions au 30/06... Quel camouflet !

Au lieu de cela, gagnons du temps et allons à l'essentiel !

Pour **FO DGFIP**, ce dont les agents ont besoin, ce sont des conditions de travail motivantes et de qualité, ce sont les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions de service public, ce sont des applications qui fonctionnent et la revalorisation immédiate de leur pouvoir d'achat.

Pour FO DGFIP 67, rien ne sert de se triturer les méninges, il nous faut des bras et de la rémunération !

Pour les bras, les chiffres des vacances d'emplois se passent de toute autre explication : la situation des effectifs projetée au 31/12/2022 par la DG indique des vacances de 67,8 agents de catégorie C et 48, 8 de catégories B (soit - 116,6 pour ces deux catégories) ainsi que 7,1 pour les inspecteurs (soit -123,7 au total). C'est catastrophique !!!

Pour la rémunération, après 10 ans de gel et de surgel, et avec l'inflation galopante depuis le début de l'année, pas besoin non plus de développer le motif de notre revendication concernant le point d'indice. **FO DGFIP** y ajoute l'indemnitaire, sur lequel des discussions vont enfin s'ouvrir le 7 juillet.

Au-delà d'une reconnaissance par des mots, les agents attendent une reconnaissance concrète par des actes : pour leurs traitements, pour leurs déroulements de carrière, pour leurs conditions de travail et pour une réelle égalité professionnelle, mais également en stoppant les suppressions d'emplois et les réformes destructrices du service public économique et financier de proximité.

Aujourd'hui, des collègues, des services entiers sont en **très grande souffrance** : ceux qui ont perdu le sens de leur travail tel qu'il est aujourd'hui, ceux qui ne se reconnaissent plus dans cette nouvelle DGFIP, ceux qui font de l'abattage sans avoir le sentiment de faire de la qualité, ceux qui ont dû faire une demande de mutation contre leur volonté, ceux qui doivent choisir entre mission et géographie pour préserver leur vie familiale, ceux qui doivent changer de métier et redevenir « stagiaires », parfois à quelques années de la retraite, ceux qui doivent gérer les urgences les unes derrière les autres, sans répit, ceux qui reçoivent de nouvelles charges de travail sans les effectifs et/ou les sachants, ceux qui subissent les TRF les uns derrière les autres, ceux qui doivent choisir entre faire leur travail et former leurs nouveaux collègues, ceux qui constatent l'accumulation des retards dans le travail et qui le vivent mal, ceux qui ne comptent pas leurs heures en plus et qui n'ont pas l'impression d'avancer dans leur travail, ceux qui...

La liste est tellement longue qu'il faut bien s'arrêter à un moment pour ne pas faire un catalogue à la Prévert, recto-verso !

Plus concrètement, nous citerons quelques services emblématiques de ces souffrances : la Trésorerie hospitalière de Bischwiller (nous y reviendrons en questions diverses), le SGC d'Erstein, le SDIF (dont une partie du service vient de vous transmettre une fiche de signalement collective).

Plus généralement, nous pouvons y ajouter des catégories de services : toutes les antennes des SIP, tous les SGC avec l'accumulation des restructurations sur 2 ans, les SIP et les SIE où parfois presque la moitié des agents étaient novices métier (le mouvement de mutation au SIE de Haguenau est à ce titre éloquent!).

Nous vous rappelons **votre responsabilité, y compris pénale**, en la matière !

Il ne faut donc pas s'étonner que les résultats de l'observatoire interne soient aussi mauvais sur bien des points essentiels.

Nous y reviendrons lors du point à l'ordre du jour. Mais qu'en est-il pour les résultats départementaux ? Pourquoi ne les avons-nous pas alors que dans d'autres CTL les élus en disposaient ?

Le rapport d'activité de la DRFIP, autre point à l'ordre du jour, reste très factuel et descriptif. Comme habituellement, rien sur les suppressions d'emplois, les agents, leurs éventuelles difficultés, sur l'humain...

Sur le fond, certaines formules ou constats sont loin de la réalité et de la vérité...

Le rapport parle de renforcement des SGC alors qu'il s'agit de suppressions de trésoreries et d'éloignement du service public !

Le rapport évoque la consolidation de la Trésorerie hospitalière de Bischwiller : les collègues qui y travaillent apprécieront le terme de consolidation (cf notre déclaration et compte rendu CHSCT).

Pour les SIP de Sélestat, des SIE de Molsheim et de Strasbourg, le PCE, le rapport mentionne une création de services... Ces services sont-ils donc sortis du néant ???

Bref, tout doit être rose à la DRFIP 67, tout va bien dans le meilleur des mondes, et la Direction locale a été au top comme d'habitude !!

Pour résumer notre propos et conclure, **nous exigeons** que la DGFIP retrouve ses moyens, dotés en emplois pérennes, afin que les agents puissent aussi retrouver un exercice normal de leurs missions et des conditions de travail dignes de ce nom, avec pour corollaire un Service public à la hauteur des attentes légitimes de tous les usagers, notamment les plus fragiles, de facto impactés par la dématérialisation des procédures et la déshumanisation des relations.

Le Service public a une longue histoire; FO, avec les agents qui lui sont attachés, fera tout pour lui donner un avenir.

Les élus **FO DGFIP 67** appellent tous les agents qui refusent la destruction programmée de la DGFIP, le délitement progressif des missions et la réduction continue des moyens humains et matériels à retrouver et opposer **la force du collectif** aux projets qu'on leur impose.

Section FO DGFIP 67

fo.drifip67@dgfip.finances.gouv.fr

site local : www.fo-dgfip-sd.fr/067/

site national : www.fo-dgfip.fr/



BULLETIN D'ADHESION

à retourner à : Section FO DGFIP 67 - DRFIP

NOM : _____ PRENOM : _____

GRADE : _____ Echelon : _____ Indice : _____

AFFECTATION : _____

déclare vouloir adhérer au Syndicat **FORCE OUVRIERE DGFIP**

Fait à : _____ le _____
(signature)

→ **crédit d'impôt sur la cotisation syndicale à hauteur de 66% de son montant**

Secrétaire départemental et permanent syndical local : José PEREIRA ☎03.88.56.54.25